

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2006 — 3068

[2006/202248]

**19 MAI 2006. — Décret relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « Manuel scolaire », un livre imprimé destiné à l'élève et s'inscrivant dans le processus d'apprentissage.

Ne sont pas considérés comme manuels scolaires au sens du présent décret les fichiers constitués de feuilles reproductibles et les cahiers d'exercices pré-imprimés;

2° « Collection de manuels scolaires », un ensemble de manuels scolaires édités par un (ou plusieurs) même(s) éditeur(s) portant sur la (ou les) même(s) discipline(s) et qui présentent une continuité pédagogique au travers du cursus scolaire;

3° « Logiciel scolaire », un programme ou une application informatique destiné à l'élève ou à l'enseignant, s'inscrivant dans le processus d'apprentissage ou fournissant des informations à caractère pédagogique ou informatif adaptées;

4° « Outil pédagogique », un outil soit destiné à l'enseignant afin de l'aider dans la conception et la préparation des activités pédagogiques comme dans la mise en œuvre de celles-ci, soit destiné à l'élève afin de l'accompagner dans son processus d'apprentissage, à l'exclusion des manuels scolaires visés au 1° ci-dessus;

5° « Décret missions », le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

6° « Commission de pilotage », la Commission de pilotage des enseignements organisés ou subventionnés par la Communauté française créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.

**TITRE II. — De l'agrément et du Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires agréés**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — De l'agrément des manuels scolaires**

**Art. 3.** L'article 3 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française est complété par un point 12 rédigé de la manière suivante :

« 12. d'octroyer l'agrément indicatif de conformité aux manuels scolaires et aux collections de manuels scolaires qui lui sont soumis et pour lesquels elle constate, après avis motivé rendu par les Services d'inspection, chacun en ce qui le concerne,

1° Le respect des principes d'égalité et de non discrimination tels que notamment définis aux articles 10 et 11 de la Constitution, par les lois du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, par le décret du 19 mai 2004 relatif à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement;

2° La conformité avec les socles de compétences, les compétences, les savoirs et les profils de formation visés aux articles 16, 25, 35, 39, 39bis, 44, 45 et 47 du décret missions;

3° La prise en compte des articles 6, 8, 12, 13, 15, 16 § 3, 24, 34 et 78 du décret missions. Dans ce cadre, une attention particulière est réservée à la présence de stratégies de remédiation. »

**Art. 4.** Le Gouvernement établit pour une durée de quatre ans au moins, sur proposition de la Commission de pilotage, la programmation par disciplines et par années d'études de l'octroi des agréments indicatifs de conformité à accorder sur la base des critères visés à l'article 3 aux manuels scolaires et aux collections de manuels scolaires.

Dans ce cadre, dans un premier temps, une priorité est accordée aux manuels scolaires et aux collections de manuels scolaires de français et de mathématiques destinés aux élèves des deux premières années de l'enseignement primaire.

**Art. 5.** Un manuel scolaire ou une collection de manuels scolaires peut être soumis une fois par année à la Commission de pilotage afin d'obtenir l'agrément indicatif de conformité par :

- Un auteur ou un éditeur public ou privé de manuels scolaires;
- Une équipe pédagogique ou un ou plusieurs enseignants;
- Un service pédagogique du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française;
- Un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné par la Communauté française ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française;
- Une autre organisation ou association publique ou privée développant des actions dans le domaine de l'enseignement.

**Art. 6.** Pour chaque manuel scolaire ou collection de manuels scolaires qui lui est soumis, la Commission de pilotage sollicite l'avis motivé préalable des Services d'inspection de l'enseignement concernés.

Ces Services fondent leur avis sur les critères visés à l'article 3.

Le Gouvernement arrête les modalités suivant lesquelles les Services d'inspection de l'enseignement concernés remettent leur avis à la Commission de pilotage.

Le ou les membres des Services d'inspection de l'enseignement concernés qui seraient éventuellement auteur, coauteur, éditeur, coéditeur d'un manuel scolaire à l'examen par les Services d'inspection ou auteur, coauteur, éditeur, coéditeur d'un manuel scolaire directement en concurrence avec un manuel scolaire à l'examen par les Services d'inspection ne peut en aucun cas participer à la remise de l'avis motivé tel que visé au présent article.

Si elle l'estime nécessaire, la Commission de pilotage peut également solliciter un avis motivé complémentaire auprès d'autres instances d'avis.

**Art. 7.** Après délibération, un agrément indicatif de conformité est décerné par la Commission de pilotage à un manuel scolaire ou à une collection de manuels scolaires :

- soit pour un seul, pour plusieurs ou pour l'ensemble des cycles du continuum pédagogique visés à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, § 2 et § 3 du décret missions;
- soit pour un seul, pour plusieurs ou pour l'ensemble des degrés de maturités du continuum pédagogique visés à l'article 13, § 3bis et § 4 du décret missions;
- soit pour un seul ou pour les deux degrés des Humanités générales et technologiques visés à l'article 24 du décret missions ou des Humanités professionnelles et techniques visés à l'article 34 du décret missions;
- soit pour une seule, pour plusieurs ou pour l'ensemble des phases visées à l'article 4 du décret missions.

La Commission de pilotage dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour où lui est soumis un manuel scolaire ou une collection de manuels scolaires, pour décider d'accorder ou non un agrément indicatif de conformité.

Dans tous les cas, les décisions prises par la Commission de pilotage sont motivées.

Le ou les membres de la Commission de pilotage qui seraient éventuellement auteur, coauteur, éditeur, coéditeur d'un manuel scolaire à l'examen par la Commission de pilotage ou auteur, coauteur, éditeur, coéditeur d'un manuel scolaire directement en concurrence avec un manuel scolaire à l'examen par la Commission de pilotage ne peut en aucun cas participer à la délibération telle que visée au présent article.

Pour autant que le manuel scolaire ou la collection de manuels scolaires agréé ne soit pas modifié dans sa forme ou son contenu, l'agrément indicatif de conformité est octroyé pour une période de huit années sauf en cas de modification des socles de compétences, des compétences, des savoirs ou des profils de formation tels qu'évoqués aux articles 16, 25, 35, 39, 39bis, 44, 45 ou 47 du décret missions.

**Art. 8.** L'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique assure la publicité de la liste actualisée des manuels scolaires et des collections de manuels scolaires ayant obtenu l'agrément indicatif de conformité auprès des directions et des équipes pédagogiques des établissements scolaires, des pouvoirs organisateurs et des organes de représentation et de coordination de ceux-ci. Elle tient également cette liste à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

**Art. 9.** Le Gouvernement arrête les formes, les conditions et les limites à l'usage qui peut être fait de l'agrément indicatif de conformité octroyé à un manuel scolaire ou à une collection de manuels scolaires. Dans ce cadre, il détermine le logo ou le libellé pouvant être appliqué sur les manuels scolaires ayant obtenu l'agrément indicatif de conformité.

#### CHAPITRE II. — *Du Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires agréés*

**Art. 10.** Il est créé, auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, un Programme budgétaire spécial pour l'acquisition, par les établissements d'enseignement fondamental et secondaire de la Communauté française, de manuels scolaires ayant reçu l'agrément indicatif de conformité.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Tous les quatre ans, le Gouvernement détermine sur la base du montant annuel des crédits affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires :

- 1° Le montant qui sera affecté annuellement à l'enseignement primaire d'une part;
- 2° Le montant qui sera affecté annuellement aux deux premières années de l'enseignement secondaire d'autre part.

§ 2. L'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique détermine un Indice annuel relatif aux manuels scolaires pour l'enseignement primaire en divisant le montant visé au § 1<sup>er</sup>, 1), par le nombre total d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement primaire ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française, à la date du 15 janvier.

§ 3. L'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique détermine un Indice annuel relatif aux manuels scolaires pour l'enseignement secondaire en divisant le montant visé au § 1<sup>er</sup>, 2), par le nombre total d'élèves régulièrement inscrits dans les deux premières années de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française, à la date du 15 janvier.

§ 4. Tout établissement d'enseignement primaire dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur d'enseignement primaire dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, peut solliciter une fois par année civile l'intervention du Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires ayant reçu l'agrément indicatif de conformité. Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée puis portée à sa connaissance par l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique en multipliant le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement primaire au sein de l'établissement à la date du 15 janvier par l'Indice annuel relatif aux manuels scolaires pour l'enseignement primaire visé au § 2.

§ 5. Tout établissement d'enseignement secondaire dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur d'enseignement secondaire dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, peut solliciter une fois par année civile l'intervention du Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires ayant reçu l'agrément indicatif de conformité. Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée puis portée à sa connaissance par l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique en multipliant le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les deux premières années de l'enseignement secondaire au sein de l'établissement à la date du 15 janvier par l'Indice annuel relatif aux manuels scolaires pour l'enseignement secondaire visé au § 3.

§ 6. Les modalités d'introduction des demandes d'intervention du Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires ayant reçu l'agrément indicatif de conformité sont arrêtées par le Gouvernement.

### **TITRE III. — De l'agrément des logiciels scolaires et des autres outils pédagogiques et du Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de logiciels scolaires agréés**

#### **CHAPITRE I<sup>er</sup>. — De l'agrément des logiciels scolaires et des autres outils pédagogiques**

**Art. 12.** L'article 3 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française est complété par un point 13 rédigé de la manière suivante :

« 13. d'octroyer l'agrément indicatif de conformité aux logiciels scolaires et aux autres outils pédagogiques qui lui sont soumis et pour lesquels elle constate, après avis motivé rendu par les Services d'inspection, chacun en ce qui le concerne,

1° Le respect des principes d'égalité et de non discrimination tels que notamment définis aux articles 10 et 11 de la Constitution et par les lois du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, par le décret du 19 mai 2004 relatif à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement;

2° La conformité avec les socles de compétences, les compétences, les savoirs et les profils de formation visés aux articles 16, 25, 35, 39, 39bis, 44, 45 et 47 du décret missions;

3° La prise en compte des articles 6, 8, 12, 13, 15, 16 § 3, 24, 34 et 78 du décret missions. Dans ce cadre, une attention particulière est réservée à la présence de stratégies de remédiation. »

**Art. 13.** Le Gouvernement établit pour une durée de quatre ans au moins, sur proposition de la Commission de pilotage, la programmation par disciplines et par années d'études de l'octroi des agréments indicatifs de conformité à accorder sur la base des critères visés à l'article 12 aux logiciels scolaires et aux autres outils pédagogiques.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les logiciels scolaires et les autres outils pédagogiques élaborés par les services de l'Union européenne et d'autres organisations internationales, ainsi que par les services du Gouvernement fédéral et des gouvernements des entités fédérées, peuvent être diffusés par l'Administration générale de l'Enseignement obligatoire et de la Recherche scientifique au bénéfice de toute personne intéressée sans qu'ils aient obtenu l'agrément indicatif de conformité.

§ 2. Un logiciel scolaire ou un autre outil pédagogique peut être soumis une fois par année à la Commission de pilotage afin d'obtenir l'agrément indicatif de conformité par :

- un auteur ou un éditeur public ou privé de logiciels scolaires ou d'outils pédagogiques;
- une équipe pédagogique ou un ou plusieurs enseignants;
- un service pédagogique du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française;
- un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné par la Communauté française ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française;
- une autre organisation ou association publique ou privée développant des actions dans le domaine de l'enseignement.

**Art. 15.** Pour chaque logiciel scolaire ou outil pédagogique qui lui est soumis, la Commission de pilotage sollicite l'avis motivé préalable des Services d'inspection de l'enseignement concernés.

Ces Services fondent leur avis sur les critères visés à l'article 12.

Le Gouvernement arrête les modalités suivant lesquelles les Services d'inspection de l'enseignement concernés remettent leur avis à la Commission de pilotage.

Le ou les membres des Services d'inspection de l'enseignement concernés qui seraient éventuellement auteur, coauteur, éditeur, coéditeur d'un logiciel scolaire ou d'un autre outil pédagogique à l'examen par les Services d'inspection ou auteur, coauteur, éditeur, coéditeur d'un logiciel scolaire ou d'un autre outil pédagogique directement en concurrence avec un logiciel scolaire à l'examen par les Services d'inspection ne peut en aucun cas participer à la remise de l'avis motivé tel que visé au présent article.

Si elle l'estime nécessaire, la Commission de pilotage peut également solliciter un avis motivé complémentaire auprès d'autres instances d'avis.

**Art. 16.** Après délibération, un agrément indicatif de conformité est décerné par la Commission de pilotage à un logiciel scolaire ou à un autre outil pédagogique

— soit pour un seul, pour plusieurs ou pour l'ensemble des cycles du continuum pédagogique visés à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, § 2 et § 3 du décret missions;

— soit pour un seul, pour plusieurs ou pour l'ensemble des degrés de maturités du continuum pédagogique visés à l'article 13, § 3bis et § 4 du décret missions;

— soit pour un seul ou pour les deux degrés des Humanités générales et technologiques visés à l'article 24 du décret missions ou des Humanités professionnelles et techniques visés à l'article 34 du décret missions;

— soit pour une seule, pour plusieurs ou pour l'ensemble des phases visées à l'article 4 du décret missions.

La Commission de pilotage dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour où lui est soumis un logiciel scolaire ou à un autre outil pédagogique, pour décider d'accorder ou non un agrément indicatif de conformité.

Dans tous les cas, les décisions prises par la Commission de pilotage sont motivées.

Le ou les membres de la Commission de pilotage qui seraient éventuellement auteur, coauteur, éditeur, coéditeur d'un logiciel scolaire ou d'un autre outil pédagogique à l'examen par la Commission de pilotage ou auteur, coauteur, éditeur, coéditeur d'un logiciel scolaire ou d'un autre outil pédagogique directement en concurrence avec un logiciel scolaire ou un autre outil pédagogique à l'examen par la Commission de pilotage ne peut en aucun cas participer à la délibération telle que visée au présent article.

Pour autant que le logiciel scolaire ou l'outil pédagogique agréé ne soit pas modifié dans sa forme ou son contenu, l'agrément indicatif de conformité est octroyé pour une période de huit années sauf en cas de modification des socles de compétences, des compétences, des savoirs ou des profils de formation tels qu'évoqués aux articles 16, 25, 35, 39, 39bis, 44, 45 ou 47 du décret missions.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique assure la publicité de la liste actualisée des logiciels scolaires ayant obtenu l'agrément indicatif de conformité auprès des directions et des équipes pédagogiques des établissements scolaires, des pouvoirs organisateurs et des organes de représentation et de coordination de ceux-ci. Elle tient également cette liste à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

§ 2. L'Administration générale de l'Enseignement obligatoire et de la Recherche scientifique assure la diffusion, au bénéfice de toute personne intéressée, des outils pédagogiques ayant obtenu l'agrément indicatif de conformité au moyen d'un site internet.

En fonction du choix opéré par la personne physique ou morale qui a élaboré l'outil pédagogique, la diffusion visée à l'alinéa précédent prend la forme :

— soit de la mise à disposition de l'outil pédagogique lui-même sur le site internet précité;

— soit de la communication des références de l'outil pédagogique sur le même site.

**Art. 18.** Le Gouvernement arrête les formes, les conditions et les limites à l'usage qui peut être fait de l'agrément indicatif de conformité octroyé à un logiciel scolaire. Dans ce cadre, il détermine quel logo et quel libellé peuvent être appliqués sur les logiciels scolaires ayant obtenu l'agrément indicatif de conformité.

#### CHAPITRE II. — *Du Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de logiciels scolaires agréés*

**Art. 19.** Il est créé, auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, un Programme budgétaire spécial pour l'acquisition, par les établissements d'enseignement fondamental et secondaire de la Communauté française, de logiciels scolaires ayant reçu l'agrément indicatif de conformité.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Tous les quatre ans, le Gouvernement détermine sur la base du montant annuel des crédits affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de logiciels scolaires :

1° Le montant qui sera réparti annuellement de manière forfaitaire entre l'ensemble des établissements scolaires d'enseignement maternel, primaire ou secondaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française d'une part;

2° Le montant qui sera réparti annuellement de manière proportionnelle entre l'ensemble des établissements scolaires d'enseignement maternel, primaire ou secondaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française en fonction du nombre total d'élèves régulièrement inscrits dans l'établissement à la date du 15 janvier d'autre part.

§ 2. L'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique détermine un Indice annuel forfaitaire relatif aux logiciels scolaires en divisant le montant visé au § 1<sup>er</sup>, 1), par le nombre total d'établissements scolaires en Communauté française, organisant un enseignement ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française, à la date du 15 janvier.

§ 3. L'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique détermine un Indice annuel proportionnel relatif aux logiciels scolaires en divisant le montant visé au § 1<sup>er</sup>, 2), par le nombre total d'élèves régulièrement inscrits dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française, à la date du 15 janvier.

§ 4. Tout établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et tout pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, peut solliciter une fois par année civile l'intervention du Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de logiciels scolaires ayant reçu l'agrément indicatif de conformité. Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée puis portée à sa connaissance par l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique en multipliant le nombre d'élèves régulièrement inscrits au sein de l'établissement à la date du 15 janvier par l'Indice annuel proportionnel relatif aux logiciels scolaires visé au § 3 et en additionnant au produit de cette multiplication le montant correspondant à l'Indice annuel forfaitaire relatif aux logiciels scolaires visé au § 2.

§ 5. Les modalités d'introduction des demandes d'intervention du Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de logiciels scolaires ayant reçu l'agrément indicatif de conformité sont arrêtées par le Gouvernement.

**TITRE IV. — Dispositions transitoires**

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'année 2006 la totalité des crédits affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires conformément à l'article 22 est réservée à l'acquisition de manuels scolaires de français et de mathématiques destinés aux élèves des deux premières années de l'enseignement primaire.

Dans ce cadre, des manuels scolaires n'ayant pas reçu l'agrément indicatif de conformité peuvent toutefois être achetés en ayant recours à l'intervention du Programme budgétaire spécial.

Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée puis portée à sa connaissance par l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique conformément aux dispositions prévues à l'article 11.

§ 2. Pour l'année 2006, la totalité des crédits affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de logiciels scolaires est réservée à l'acquisition de logiciels scolaires de français, de mathématiques et d'éveil scientifique destinés aux élèves de l'enseignement primaire.

La première moitié des crédits est répartie de manière forfaitaire entre l'ensemble des établissements scolaires d'enseignement primaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française. La seconde moitié des crédits est répartie de manière proportionnelle entre l'ensemble des établissements scolaires d'enseignement primaire, ordinaire ou spécialisé, organisé ou subventionné par la Communauté française, en fonction du nombre total d'élèves régulièrement inscrits dans l'établissement à la date du 15 janvier.

Dans ce cadre, des logiciels scolaires n'ayant pas reçu l'agrément indicatif de conformité peuvent toutefois être achetés en ayant recours à l'intervention du Programme budgétaire spécial.

Pour chaque établissement scolaire, l'intervention financière maximale est déterminée puis portée à sa connaissance par l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique conformément aux dispositions prévues à l'article 20.

**Art. 22.** Par dérogation à la disposition définie à l'article 11, § 2 du présent décret, tant que la programmation visée à l'article 4 du présent décret ne concerne pas l'ensemble de l'enseignement primaire, l'Indice annuel relatif aux manuels scolaires pour l'enseignement primaire est déterminé en divisant le montant visé au § 1<sup>er</sup>, 1), de l'article 11, par le nombre total d'élèves régulièrement inscrits dans le ou les cycles de l'enseignement primaire pour le ou lesquels des agréments indicatifs de conformité ont été octroyés.

Par dérogation à la disposition définie à l'article 11, § 4 du présent décret, tant que la programmation visée à l'article 4 du présent décret ne concerne pas l'ensemble de l'enseignement primaire, l'intervention financière maximale visée au § 4 de l'article 11 se fonde uniquement sur le nombre total d'élèves inscrits au sein de l'établissement dans le ou les cycles pour le ou lesquels des agréments indicatifs de conformité ont été octroyés.

**TITRE V. — Dispositions finales**

**Art. 23.** Des crédits pour un montant annuel minimal d'1.500.000 euros sont affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de manuels scolaires agréés.

Dans les limites des crédits disponibles, à partir de l'année budgétaire 2007 et jusqu'à l'année budgétaire 2013, le montant de ces crédits est majoré annuellement de 10 % minimum sur la base du montant des crédits alloués l'année qui précède.

Dans les limites des crédits disponibles, à partir de l'année budgétaire 2014, le montant de ces crédits est au minimum indexé annuellement et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

**Art. 24.** Des crédits pour un montant annuel minimal de 500.000 euros sont affectés au Programme budgétaire spécial pour l'acquisition de logiciels scolaires agréés.

Dans les limites des crédits disponibles, à partir de l'année budgétaire 2007, le montant de ces crédits est au minimum indexé annuellement et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

**TITRE VI. — Entrée en vigueur**

**Art. 25.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mai 2006.

La Ministre-Présidente en charge de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre en charge de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président en charge du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Sports et de la Fonction publique,  
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—  
Note

Session 2005-2006.

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 244-1. Amendements de commission, n° 244-2. Rapport, n° 244-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 16 mai 2006.



## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3068

[2006/202248]

**19 MEI 2006. — Decreet betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Dit decreet is van toepassing op het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « schoolboek » : een afgedrukt boek dat bestemd is voor de leerling en dat in het kader van het leerproces past.

Komen niet in aanmerking als schoolboeken in de zin van dit decreet de bestanden samengesteld uit vermenigvuldigbare bladeren en voorafgedrukte oefeningboekjes;

2° « reeks schoolboeken » : een geheel van schoolboeken uitgegeven door één (of meer) zelfde uitgever(s) die betrekking hebben op het(de)zelfde vak(ken) en die een pedagogische voortzetting van de schoollessen zijn;

3° « schoolsoftware » : een computerprogramma of -toepassing bestemd voor de leerling of de leerkracht, dat/die in het kader past van het leerproces of aangepaste informatie verschaft van pedagogische of informatieve aard;

4° « pedagogisch hulpmiddel » : een hulpmiddel voor de leerkracht om deze te helpen zowel in het bedenken of de voorbereiding van pedagogische activiteiten als de invoering ervan, ofwel voor de leerling om deze te begeleiden in het leerproces, met uitsluiting van de schoolboeken bedoeld in 1°;

5° « takendecreet » : het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

6° « Begeleidingscommissie » : de Begeleidingscommissie van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, opgericht door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap.

**TITEL II. — De erkenning en het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van erkende schoolboeken****HOOFDSTUK I. — De erkenning van schoolboeken**

**Art. 3.** Artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een punt 12, luidend als volgt :

« 12. de erkenning van overeenstemming te verlenen aan de schoolboeken en reeks schoolboeken die haar worden voorgelegd en waarvoor ze, na een met redenen omkleed advies uitgebracht door de Inspectiediensten, ieder wat hem betreft, het volgende vaststelt :

1° de naleving van de principes van gelijkheid en niet-discriminatie zoals inzonderheid bepaald in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in de wetten van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, in het decreet van 19 mei 2004 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling;

2° de overeenstemming met de basisvaardigheden, de bekwaamheden, de kennis en de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 16, 25, 35, 39, 39bis, 44, 45 en 47 van het takendecreet;

3° de inachtneming van de artikelen 6, 8, 12, 13, 15, 16 § 3, 24, 34 en 78 van het takendecreet. In dit kader wordt een bijzondere aandacht geschonken aan de aanwezigheid van strategieën van remediëring, vaststelt. »

**Art. 4.** De Regering stelt, voor een termijn van minstens vier jaar, op voorstel van de Begeleidingscommissie, de programmering vast per vak en per studiejaar voor de verlening van erkenningen van overeenstemming die toegekend moeten worden op basis van de criteria bedoeld in artikel 3 aan de schoolboeken en reeksen schoolboeken.

In dit kader krijgen de schoolboeken en reeksen schoolboeken Frans en wiskunde die bestemd zijn voor de leerlingen van de eerste twee jaren van het lager onderwijs in een eerste fase de voorkeur.

**Art. 5.** Een schoolboek of een reeks schoolboeken kan één keer per jaar aan de Begeleidingscommissie worden voorgelegd om in aanmerking te komen voor de erkenning van overeenstemming door :

— een auteur of een publieke of privé-uitgever van schoolboeken;

— een pedagogische ploeg of één of meer onderwijzers;

— een pedagogische dienst van het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

— een inrichtende macht van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

— een andere publieke of privé-organisatie of vereniging die acties in het onderwijs ontwikkelt.

**Art. 6.** Voor elk schoolboek of elke reeks schoolboeken dat/die haar wordt voorgelegd, vraagt de Begeleidingscommissie het voorafgaand met redenen omkleed advies van de betrokken Inspectiediensten van het onderwijs.

Deze Diensten baseren hun advies op de criteria bedoeld in artikel 3.

De Regering stelt de nadere regels vast volgens dewelke de betrokken Inspectiediensten van het onderwijs hun advies geven aan de Begeleidingscommissie.

Het lid of de leden van de betrokken Inspectiediensten van het onderwijs dat/die eventueel auteur, medeauteur, uitgever, medeuitgever is/zijn van een schoolboek onderzocht door de Inspectiediensten, of dat/die de auteur, medeauteur, uitgever, medeuitgever is/zijn van een schoolboek dat rechtstreeks in concurrentie is met het schoolboek onderzocht door de Inspectiediensten, kan in geen enkel geval deelnemen aan het uitbrengen van het met redenen omkleed advies zoals bedoeld in dit artikel.

Indien zij het nodig acht kan de Begeleidingscommissie ook een bijkomend met redenen omkleed advies vragen aan andere adviesorganen.

**Art. 7.** Na beraadslaging wordt een erkenning van overeenstemming verleend aan een schoolboek of een reeks schoolboeken door de Begeleidingscommissie

— ofwel voor één, meer of het geheel van de cycli van een pedagogisch continuüm bedoeld in artikel 13, § 1, § 2 en § 3 van het takendecreet;

— ofwel voor één, meer of het geheel van de maturiteitsgraden van een pedagogisch continuüm bedoeld in artikel 123, § 3*bis* en § 4 van het takendecreet;

— ofwel voor één of de twee graden van de algemene en technologische humaniora bedoeld in artikel 24 van het takendecreet of van de beroeps- en technische humaniora bedoeld in artikel 34 van het takendecreet;

— ofwel voor één, meer of het geheel van de fasen bedoeld in artikel 4 van het takendecreet.

De Begeleidingscommissie beschikt over een termijn van vier maanden, te rekenen vanaf de dag waarop haar een schoolboek of een reeks schoolboeken wordt voorgelegd, om te beslissen of ze al dan niet een erkenning van overeenstemming zal verlenen.

In alle gevallen worden de door de Begeleidingscommissie genomen beslissingen met redenen omkleed.

Het lid of de leden van de Begeleidingscommissie dat/die eventueel auteur, medeauteur, uitgever, medeuitgever zou(den) zijn van een schoolboek onderzocht door de Begeleidingscommissie of dat/die auteur, medeauteur, uitgever, medeuitgever van een schoolboek zou(den) zijn dat rechtstreeks in concurrentie is met een schoolboek onderzocht door de Begeleidingscommissie mag(mogen) in geen enkel geval deelnemen aan de beraadslaging zoals bedoeld in dit artikel.

Voorzover het erkende schoolboek of reeks schoolboeken niet gewijzigd wordt in zijn vorm of inhoud, wordt de erkenning van overeenstemming verleend voor een periode van acht jaar behoudens wijziging van de basisvaardigheden, de bevoegdheden, de kennis en de opleidingsprofielen zoals bedoeld in de artikelen 16, 25, 35, 39, 39*bis*, 44, 45 of 47 van het takendecreet.

**Art. 8.** Het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek zorgt voor de bekendmaking van de bijgewerkte lijst van schoolboeken en reeks schoolboeken waarvoor een erkenning van overeenstemming wordt gegeven bij de directies en pedagogische ploegen van de schoolinrichtingen, de inrichtende machten en de vertegenwoordigings- en coördinatiorganen van deze. Het houdt ook deze lijst ter beschikking van elke persoon die erom verzoekt.

**Art. 9.** De Regering stelt de vormen, de voorwaarden en de beperkingen vast van het gebruik dat kan worden gemaakt van de erkenning van overeenstemming verleend aan een schoolboek of een reeks schoolboeken. In dit kader bepaalt ze het logo of de omschrijving dat/die toegepast kan worden op de schoolboeken met een erkenning van overeenstemming.

#### HOOFDSTUK II. — *Het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van erkende schoolboeken*

**Art. 10.** Er wordt, bij het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, een bijzonder begrotingsprogramma ontwikkeld door de basis- en secundaire onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap voor de aanschaffing van schoolboeken met een erkenning van overeenstemming.

**Art. 11.** § 1. Om de vier jaar bepaalt de Regering, op basis van het jaarlijkse bedrag van de kredieten toegekend aan het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van schoolboeken :

1° het bedrag dat jaarlijks voor het lager onderwijs zal worden bestemd, enerzijds;

2° het bedrag dat jaarlijks aan de eerste twee jaren van het secundair onderwijs zal worden toegekend, anderzijds.

§ 2. Het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek bepaalt het jaarlijks indexcijfer met betrekking tot de schoolboeken voor het lager onderwijs door het bedrag bedoeld in § 1, 1) te delen door het totaal aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in het gewoon of gespecialiseerd lager onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap op 15 januari.

§ 3. Het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek bepaalt een jaarlijks indexcijfer met betrekking tot de schoolboeken voor het secundair onderwijs door het bedrag bedoeld in § 1, 2), te delen door het totaal aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in de eerste twee jaren van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap op 15 januari.

§ 4. Elke lagere onderwijsinrichting in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht van het lager onderwijs in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kan één keer per kalenderjaar een tegemoetkoming vragen van het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van schoolboeken met de erkenning van overeenstemming. Voor elke schoolinrichting wordt de maximale financiële tegemoetkoming bepaald en haar ter kennis gebracht door het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek door het aantal leerlingen te vermenigvuldigen die regelmatig ingeschreven zijn voor het lager onderwijs binnen de inrichting op 15 januari met het jaarlijks indexcijfer met betrekking tot de schoolboeken voor het lager onderwijs bedoeld in § 2.

§ 5. Elke inrichting voor secundair onderwijs in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en elke inrichtende macht voor secundair onderwijs in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs kan een maal per kalenderjaar de tegemoetkoming aanvragen van het speciaal begrotingsprogramma voor de aankoop van schoolboeken die de erkenning van overeenstemming verkregen hebben. Voor elke schoolinrichting wordt de maximale financiële tegemoetkoming bepaald en bekendgemaakt door het Algemeen bestuur voor Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek door het aantal leerlingen die op 15 januari regelmatig ingeschreven zijn voor- de eerste twee schooljaren van het secundair onderwijs van de inrichting te vermenigvuldigen met het Jaarlijks indexcijfer betreffende de schoolboeken voor het in § 3 bedoeld secundair onderwijs.

§ 6. De nadere regels voor het indienen van aanvragen om tegemoetkoming van het Speciale Begrotingsprogramma voor de aankoop van schoolboeken die de erkenning van overeenstemming verkregen hebben, worden door de Regering vastgelegd.

**TITEL III. — Erkenning van schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen en van het Speciale Begrotingsprogramma voor de aankoop van erkende schoolsoftware**

**HOOFDSTUK I. — Erkenning van schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen**

**Art. 12.** Artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een punt 13, luidend als volgt :

« 13. de erkenning van overeenstemming toe te kennen aan de schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen die haar voorgelegd worden en waarvoor zij na gemotiveerd advies van de Inspectiediensten, elk voor wat hem betreft, het volgende vaststelt :

1° De naleving van de principes van gelijkheid en non-discriminatie zoals inzonderheid bepaald in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en bij de wetten van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, bij het decreet van 19 mei 2004 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling;

2° De overeenstemming met de basisbekwaamheden, de bekwaamheden, de kennis en de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 16, 25, 35, 39, 39bis, 44, 45 en 47 van het takendecreet;

3° De inachtneming van de artikelen 6, 8, 12, 13, 15, 16 § 3, 24, 34 en 78 van het opdrachtendecreet. In dat kader wordt er bijzonder aandacht besteed aan de aanwezigheid van strategieën van remediëring. »

**Art. 13.** De Regering bepaalt voor een periode van minstens vier jaar, op de voordracht van de Begeleidingscommissie, de programmering per vak en per studiejaar voor de toekenning van de erkenningen van overeenstemming op basis van de criteria bedoeld bij artikel 12 aan de schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen.

**Art. 14.** § 1. De schoolsoftware en andere hulpmiddelen uitgewerkt door de diensten van de Europese Unie en andere internationale instellingen, alsook de diensten van de Federale regering en de regeringen van de deelstaten, kunnen verspreid worden door het Algemeen Bestuur Leerplichtonderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek ten bate van iedere belangstellende persoon zonder voorafgaande erkenning van overeenstemming.

§ 2. Een schoolsoftware of elk ander pedagogisch hulpmiddel kan één maal om het jaar aan de Begeleidingscommissie voorgelegd worden om de erkenning van overeenstemming te bekomen door :

- een openbare of private auteur of uitgever van schoolsoftware of pedagogische hulpmiddelen;
- een pedagogische ploeg of één of meerdere leerkrachten;
- een pedagogische dienst van het onderwijsnet ingericht door de Franse Gemeenschap;
- een inrichtende macht van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of een vertegenwoordigings- of coördinatiorgaan van de inrichtende machten van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- een andere openbare of private instelling of vereniging die acties verricht in het onderwijs.

**Art. 15.** Voor iedere schoolsoftware of ieder pedagogisch hulpmiddel die/dat haar voorgelegd wordt, vraagt de Begeleidingscommissie het voorafgaande met redenen omkleed advies aan van de betrokken Inspectiediensten van het onderwijs.

Ten grondslag aan het advies van deze Diensten liggen de bij artikel 12 bedoelde criteria.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de indiening door de betrokken Inspectiediensten van het onderwijs van hun advies bij de Begeleidingscommissie.

Het lid of de leden van de betrokken Inspectiediensten van het onderwijs dat/die eventueel auteur, medeauteur, uitgever, medeuitgever is/zijn van een schoolsoftware of ander pedagogisch hulpmiddel onderzocht door de Inspectiediensten, of dat/die de auteur, medeauteur, uitgever, medeuitgever is/zijn van een schoolsoftware of ander pedagogisch hulpmiddel die/dat rechtstreeks in concurrentie is met een schoolsoftware onderzocht door de Inspectiediensten kan in geen enkel geval deelnemen aan het uitbrengen van het met redenen omkleed advies zoals bedoeld in dit artikel.

Indien zij het nodig acht kan de Begeleidingscommissie ook een bijkomend met redenen omkleed advies vragen aan andere adviesorganen.

**Art. 16.** Na beraadslaging wordt een erkenning van overeenstemming verleend aan een schoolsoftware of ander pedagogisch hulpmiddel door de Begeleidingscommissie

— ofwel voor één, meer of het geheel van de cycli van een pedagogisch continuüm bedoeld in artikel 13, § 1, § 2 en § 3 van het takendecreet;

— ofwel voor één, meer of het geheel van de maturiteitsgraden van een pedagogisch continuüm bedoeld in artikel 123, § 3bis en § 4 van het takendecreet;

— ofwel voor één of de twee graden van de algemene en technologische humaniora bedoeld in artikel 24 van het takendecreet of van de beroeps- en technische humaniora bedoeld in artikel 34 van het takendecreet;

— ofwel voor één, meer of het geheel van de fasen bedoeld in artikel 4 van het takendecreet.

De Begeleidingscommissie beschikt over een termijn van vier maanden, te rekenen vanaf de dag waarop haar een schoolsoftware of ander pedagogisch hulpmiddel wordt voorgelegd, om te beslissen of ze al dan niet een erkenning van overeenstemming zal verlenen.

In alle gevallen worden de door de Begeleidingscommissie genomen beslissingen met redenen omkleed.



Het lid of de leden van de Begeleidingscommissie dat/die eventueel auteur, medeauteur, uitgever, medeuitgever van een schoolsoftware of ander pedagogisch hulpmiddel die/dat zou(den) worden onderzocht door de Begeleidingscommissie of dat/die auteur, medeauteur, uitgever, medeuitgever van een schoolsoftware of ander pedagogisch hulpmiddel zijn die/dat rechtstreeks in concurrentie is met een schoolsoftware of ander pedagogisch hulpmiddel onderzocht door de Begeleidingscommissie mag(mogen) in geen enkel geval deelnemen aan de beraadslaging zoals bedoeld in dit artikel.

Voorzover de erkende schoolsoftware of het ander pedagogisch hulpmiddel niet gewijzigd wordt in zijn vorm of inhoud, wordt de erkenning van overeenstemming verleend voor een periode van acht jaar behoudens wijziging van de basisvaardigheden, de bevoegdheden, de kennis en de opleidingsprofielen zoals bedoeld in de artikelen 16, 25, 35, 39, 39bis, 44, 45 of 47 van het takendecreet.

**Art. 17.** § 1. Het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek zorgt voor de bekendmaking van de bijgewerkte lijst van schoolsoftware waarvoor een erkenning van overeenstemming wordt gegeven bij de directies en pedagogische ploegen van de schoolinrichtingen, de inrichtende machten en de vertegenwoordigings- en coördinatiorganen van deze. Het houdt ook deze lijst ter beschikking van elke persoon die erom vraagt.

§ 2. Het Algemeen Bestuur Leerplichtonderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek zorgt voor de verspreiding ten bate van iedere belanghebbende persoon van de pedagogische hulpmiddelen waarvoor een erkenning van overeenstemming wordt gegeven, via een Website.

In functie van de keuze gedaan door de natuurlijke of rechtspersoon die het pedagogisch hulpmiddel heeft uitgewerkt, geschiedt de bij vorig lid bedoelde verspreiding in de vorm :

- ofwel van de terbeschikkingstelling van het pedagogische hulpmiddel zelf op voornoemde Website,
- ofwel van de mededeling van de referenties van het pedagogische hulpmiddel op dezelfde site.

**Art. 18.** De Regering stelt de vormen, de voorwaarden en de beperkingen vast van het gebruik dat kan worden gemaakt van de erkenning van overeenstemming verleend aan een schoolsoftware. In dit kader bepaalt ze het logo of de omschrijving dat/die toegepast kan worden op de schoolsoftware met de erkenning van overeenstemming.

#### HOOFDSTUK II. — *Het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van erkende schoolsoftware*

**Art. 19.** Er wordt, bij het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, een bijzonder begrotingsprogramma ontwikkeld door de basis- en secundaire onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap voor de aanschaffing van schoolsoftware met een erkenning van overeenstemming.

**Art. 20.** § 1. Om de vier jaar bepaalt de Regering, op basis van het jaarlijkse bedrag van de kredieten toegekend aan het bijzonder begrotingsprogramma voor de aanschaffing van schoolsoftware :

1° het bedrag dat jaarlijks forfaitair over het geheel van schoolinrichtingen voor gewoon of gespecialiseerd basis-, lager of secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap zal worden verdeeld, enerzijds;

2° het bedrag dat jaarlijks proportioneel over het geheel van schoolinrichtingen voor gewoon of gespecialiseerd basis-, lager of secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap zal worden verdeeld in functie van een totaal aantal regelmatig ingeschreven leerlingen in de inrichting op 15 januari, anderzijds.

§ 2. Het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek bepaalt het jaarlijks forfaitair indexcijfer met betrekking tot de schoolsoftware door het bedrag bedoeld in § 1, 1), te delen door het totaal aantal schoolinrichtingen in de Franse Gemeenschap die gewoon of gespecialiseerd onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap verstrekken, op 15 januari.

§ 3. Het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek bepaalt een proportioneel jaarlijks indexcijfer met betrekking tot de schoolsoftware door het bedrag bedoeld in § 1, 2), te delen door het totaal aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn voor de eerste twee jaren van het gewoon of gespecialiseerd onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, op 15 januari.

§ 4. Elke onderwijsinrichting in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht van het onderwijs in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap kan één keer per kalenderjaar de tegemoetkoming vragen van het bijzonder begrotingsprogramma voor het aanschaffen van schoolsoftware met de erkenning van overeenstemming. Voor elke schoolinrichting wordt de maximale financiële tegemoetkoming bepaald en haar medegedeeld door het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, door het aantal leerlingen te vermenigvuldigen die regelmatig ingeschreven zijn voor het lager onderwijs binnen de inrichting op 15 januari met het proportioneel jaarlijks indexcijfer met betrekking tot de schoolsoftware bedoeld in § 3 en door het optellen van de uitkomst van deze vermenigvuldiging en het bedrag dat overeenstemt met het forfaitair jaarlijks indexcijfer met betrekking tot de schoolsoftware bedoeld bij § 2.

§ 5. De nadere regels voor het indienen van aanvragen om tegemoetkoming van het Speciale Begrotingsprogramma voor de aankoop van schoolsoftware die de erkenning van overeenstemming verkregen heeft, worden door de Regering vastgelegd.

#### TITEL IV. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 21.** § 1. Voor het jaar 2006 wordt het geheel van de kredieten bestemd voor het Bijzondere begrotingsprogramma voor het aanschaffen van schoolboeken overeenkomstig artikel 22 voorbehouden voor het aanschaffen van schoolboeken Franse Taal en Wiskunde ter bestemming van leerlingen van de eerste twee jaren van het lager onderwijs.

In dat raam, kunnen de schoolboeken die niet als eensluidend erkend werden toch aangekocht worden door een beroep te doen op de tegemoetkoming van het Bijzonder begrotingsprogramma.

Voor iedere schoolinrichting, wordt de maximale tegemoetkoming bepaald en dan haar medegedeeld door het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek overeenkomstig de bij artikel 11 bedoelde bepalingen.

§ 2. Voor het jaar 2006 wordt het geheel van de kredieten bestemd voor het Bijzondere begrotingsprogramma voor het aanschaffen van schoolsoftware voorbehouden voor het aanschaffen van schoolsoftware Franse Taal, Wiskunde en Eerste Inwijding in Wetenschap ter bestemming van leerlingen van het lager onderwijs.

De eerste helft van de kredieten wordt forfaitair verdeeld over het geheel van de schoolinrichtingen voor gewoon of gespecialiseerd lager onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. De tweede helft van de kredieten wordt proportioneel verdeeld over het geheel van de schoolinrichtingen voor gewoon of gespecialiseerd lager onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in functie van het totaal aantal leerlingen die op 15 januari regelmatig ingeschreven zijn in de inrichting.

In dat kader, kan de schoolsoftware die geen erkenning van overeenstemming bekomen toch aangekocht worden door een beroep te doen op de tegemoetkoming van het Bijzonder begrotingsprogramma.

Voor iedere schoolinrichting, wordt de maximale financiële tegemoetkoming bepaald en dan haar medegegeeld door het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek overeenkomstig de bij artikel 20 bedoelde bepalingen.

**Art. 22.** In afwijking van de bepaling bedoeld bij artikel 11, § 2, van dit decreet, zolang de programmering bedoeld bij artikel 4 van dit decreet niet betrekking heeft op het geheel van het lager onderwijs, wordt het jaarlijks indexcijfer betreffende de schoolboeken voor het lager onderwijs bepaald door het bedrag bedoeld bij § 1, 1), van artikel 11 te delen door het totaal aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn voor de cyclus of cycli lager onderwijs waarvoor erkenningen van overeenstemming werden toegekend.

In afwijking van de bepaling bedoeld bij artikel 11, § 4, van dit decreet, zolang de programmering bedoeld bij artikel 4 van dit decreet niet betrekking heeft op het geheel van het lager onderwijs, rust de maximale tegemoetkoming bedoeld bij § 4 van artikel 11 enkel op het totaal aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn in de inrichting voor de cyclus/cycli waarvoor erkenningen van overeenstemming toegekend werden.

#### TITEL V. — Slotbepalingen

**Art. 23.** Kredieten voor een minimaal jaarlijks bedrag van 1.500.000 euro worden bestemd voor het Bijzonder begrotingsprogramma voor het aanschaffen van erkende schoolboeken.

Binnen de perken van de beschikbare kredieten, vanaf het begrotingsjaar 2007 en tot het begrotingsjaar 2013, wordt het bedrag van deze kredieten jaarlijks met minimum 10 % vermeerderd op basis van het bedrag van de kredieten toegekend voor het voorafgaande jaar.

Binnen de perken van de beschikbare kredieten, vanaf het begrotingsjaar 2014, wordt het bedrag van deze kredieten minimum jaarlijks geïndexeerd en gekoppeld aan het indexcijfer voor de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaande jaar.

**Art. 24.** Er worden kredieten tegen een minimaal jaarlijks bedrag van 500.000 euro bestemd voor het Bijzonder begrotingsprogramma voor het aanschaffen van erkende schoolsoftware.

Binnen de perken van de beschikbare kredieten, vanaf het begrotingsjaar 2007, wordt het bedrag van deze kredieten minimum jaarlijks geïndexeerd en gekoppeld aan het indexcijfer voor de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaande jaar.

#### TITEL VI. — Inwerkingtreding

**Art. 25.** Dit decreet treedt in werking op 1 april 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 mei 2006.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota

Zitting 2005-2006.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 244-1. Commissieamendementen, nr.244-2. Verslag, nr. 244-3. Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 mei 2006.